



Syriza donne une leçon magistrale de démocratie au monde

Par [Daniel Vanhove](#)

Mondialisation.ca, 04 juillet 2015

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Pour tout citoyen quelque peu responsable et correctement informé – ce qui suppose d'autres sources que les médias dominants et leur programmation abrutissante – les temps présents et à venir paraissent sombres. Que ce soit en matière économique, sociale, environnementale, culturelle, sécuritaire, éducationnelle, etc... Et dans le flot continu d'informations qui se croisent et souvent s'entrechoquent, rien de plus compliqué que de tenter de démêler le vrai du faux, pour essayer de savoir où va le monde et de quoi seront faits nos lendemains, et ceux de nos enfants...

En ces temps de terreurs généralisées – qui ne doivent rien au hasard mais sont soigneusement entretenues par certains qui en tirent profits, même au plus haut niveau [il suffit de se rappeler la mascarade qui a entouré les événements de Charlie-Hebdo en début d'année et la manière dont le pouvoir a récupéré les choses pour faire passer vite fait, des lois de plus en plus liberticides] – à propos de tout et souvent de rien, le citoyen est mis et maintenu en permanence en état de stress qui le tétanise et l'empêche ainsi d'avoir une réflexion claire qui ne peut s'élaborer qu'avec un certain recul par rapport aux contingences qui l'assaillent de toutes parts.

En s'y arrêtant, l'on se rend compte que la situation dans laquelle nous nous trouvons ne procède pas d'une quelconque fatalité, mais au contraire, est le résultat de décisions prises la plupart du temps par les pouvoirs politiques. Ces pouvoirs qui sont de plus en plus souvent de connivence avec le monde de la puissance industrielle, des grands médias qu'ils contrôlent largement, de la haute finance, de l'oligarchie planétaire. Il en résulte un appauvrissement généralisé de la chose politique – ce qui induit de mauvaises décisions pour les peuples dans la majorité des dossiers [prenez n'importe quel sujet, vous verrez] – au bénéfice de l'enrichissement personnel de ceux qui se pressent pour accéder à ces sphères de privilégiés où tout se monnaie... Quand l'actuel ministre de l'Économie E. Macron souhaitait qu'il y ait en France de nombreux jeunes désireux de devenir milliardaires, il aurait pu compléter sa phrase et leur conseiller une carrière politique... sauf qu'elle se fait la plupart du temps au détriment du savoir, de la connaissance, de la culture, de la compétence, et c'est cet appauvrissement généralisé du monde politique qui n'a plus d'autre objectif que de se maintenir au pouvoir qui entraîne les sociétés dans l'impasse que l'on voit aujourd'hui...

Pire, cela semble une constante, quel que soit le pays, le continent, le régime en place, la culture, à quelques rares exceptions près, mais dont presque personne ne parle... Dès lors, où que le regard se pose, la responsabilité du personnel politique dans la dérive du monde est écrasante !

En Europe aujourd'hui, les citoyens assistent médusés au dépeçage en règle d'un pays pris dans les crocs de ses prédateurs. L'hydre baptisée « Troïka » (FMI-BCE-UE) n'a de cesse de maintenir le peuple grec la tête sous l'eau, tout en se déclarant prête à « *reprendre le dialogue et aider (!) le pays* ». L'hypocrisie et le cynisme des classes dirigeantes est à son comble. Des communiqués mensongers adressés au grand public vont dans le sens diamétralement opposé à la réalité des faits. Ainsi des titres de cette presse de caniveau ces derniers jours, utilisant un vocabulaire tendancieux et à charge, accusant A. Tsipras de « *dégainer l'arme du referendum* »... Qui a donc « *dégainé* » le premier « *l'arme* » du chantage et de l'ultimatum dont A. Tsipras a souligné à juste titre l'illégalité aux yeux des Règles et Traités européens ? Ou les déclarations de divers responsables, telle celle de J.-Cl. Juncker président de la Commission, déclarant que le « *NON* » au referendum « *signifierait que les Grecs disent NON à l'Europe* », alors que le gouvernement mené par Syriza veut tout simplement **une autre** Europe que celle qui met les peuples à genoux pour le bénéfice de quelques-uns, et dont on voit d'ailleurs l'échec sur toute la ligne sans encore bien évaluer les fractures profondes que cela crée au sein de populations mises en concurrence permanente... Ou encore, celle du ministre allemand Steinmeyer accusant A. Tsipras de « *prendre le peuple grec en otage* »... quand le 1^{er} ministre grec fait exactement le contraire en se tournant vers son peuple, pour être certain de toujours en être le représentant autorisé. Combien de temps encore devons-nous subir cet autoritarisme qui ne représente plus du tout l'aspiration des peuples au rêve européen !? Combien de temps nous faudra-t-il accepter d'être relégués dans la marge par ceux-là-mêmes qui n'arrêtent pas de nous servir le mot « *démocratie* » qu'ils vident de son essence même ? Ceux-là espèrent ainsi nous maintenir dans une peur pour nous empêcher de réagir, de soutenir les décisions de Syriza et de son alternative pour résister aux diktats iniques de cette Troïka et de ses thuriféraires ?

Les temps sont graves. Ces comportements du personnel politique doublé des sagouins médiatiques mettent réellement en danger les principes même d'une véritable démocratie dont la plupart de ces satrapes se revendiquent. Mais qu'ils piétinent sans le moindre scrupule. N'a-t-on pas vu récemment, le 1^{er} ministre Valls - de gôôche paraît-il ! - demander un moment de recueillement au Parlement en mémoire de Ch. Pasqua, mafieux avéré dont les dossiers se sont empilés au fil des ans, mais qui s'est toujours sorti d'une Justice dont on sait les trous noirs dès qu'il s'agit du personnel politique !? Et faut-il revenir sur le nombre de dossiers où traîne le nom de Sarkozy... personnage fantasque, sans scrupule qui, tout honte bue, ose se représenter devant les électeurs par les carences d'un système qui le permet, alors qu'au moindre faux pas, un élu devrait être interdit de mandat, à vie !? Et j'en passe...

Et c'est sans doute ce qui mène aux dérives de plus en plus nombreuses auxquelles nous assistons. Les préoccupations de ces gens-là ne font plus aucun doute : ils ne veulent en aucun cas que le dossier grec fasse tache d'huile et se propage à d'autres pays européens dont l'Espagne et le parti Podemos, prochainement. Les enjeux y sont d'un tout autre poids que le dossier grec. Les créanciers doivent frémir face à cette éventualité. Le système bancaire tremble déjà. Et la crise qui s'en suivrait serait un cauchemar pire que celui des subprimes américaines. Ceux-là commencent peut-être à comprendre que les peuples ne se laissent plus mener par le bout du nez et veulent reprendre leur droit de regard dans la perspective d'une autre Europe, ce qui les priverait de leurs privilèges éhontés. Je relevais dernièrement le salaire absolument indécent de Mme. Lagarde - toujours mise en examen dans différents dossiers - patronne du FMI, payée paraît-il, en fonction de ses compétences et ses hautes responsabilités. Cela n'a pas empêché les responsables du petit parti Syriza

de prendre le FMI à contre-pied et de surprendre par leur connaissance des rouages et des textes de la sacro-sainte institution, ces fonctionnaires arrogants, en leur opposant deux clauses peu utilisées (voir : <http://www.lalibre.be/economie/actualite/quand-la-grece-maitrise-mieux-les-regles-du-fmi-que-le-fmi-lui-meme-5594d9b83570e4598cb01bf4>).

Le « cas grec » est pour ces rapaces financiers, un laboratoire où il s'agit de voir jusqu'où l'on peut mettre un peuple à genoux. Et si cela marche, la formule sera appliquée à l'ensemble des Etats européens. Raison pour laquelle **il faut absolument** que le peuple grec suive ceux qu'il a portés au pouvoir, en votant « NON » lors du referendum de dimanche prochain. Et contrairement à ce que d'aucuns voudraient faire accroire, le gouvernement grec donne au monde une leçon magistrale de démocratie, nous rappelant au passage qu'elle en est à l'origine et n'entend pas en galvauder le sens et le vider de son contenu comme certains technocrates s'y emploient avec beaucoup de zèle...

Daniel Vanhove

Daniel Vanhove : Observateur civil. Auteur :

« *Si vous détruisez nos maisons, vous ne détruisez pas nos âmes* » – 2005 – Ed. M. Pietteur

« *La Démocratie Mensonge* » – 2008 – Ed. M. Pietteur

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Daniel Vanhove](#), Mondialisation.ca, 2015

Articles Par : [Daniel Vanhove](#)

A propos :

Daniel Vanhove est Observateur civil et auteur. Son dernier ouvrage *La Démocratie Mensonge* – 2008 – Ed. Marco Pietteur – coll. Oser Dire.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca